

Accueil > Décrypter > La malédiction des phosphates : dans les coulisses polluées et désertifiées de (...)

GRAND FORMAT

La malédiction des phosphates : dans les coulisses polluées et désertifiées de l'agriculture chimique

PAR NATHALIE CRUBÉZY, SIMON GOUIN, SOPHIE CHAPPELLE 22 JUILLET 2015

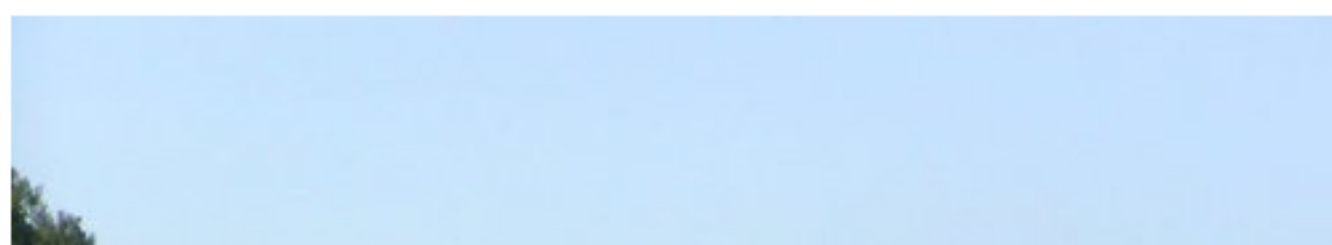


En France et en Europe, le recours intensif aux phosphates dans l'agriculture provoque un appauvrissement des sols, pollue les rivières et génère la prolifération des algues vertes. Mais d'où viennent ces phosphates chimiques qui nous servent d'engrais ? De leur dispersion dans les campagnes françaises à leur extraction minière, *Basta !* a remonté la filière du phosphate jusqu'en Tunisie, longtemps l'un des principaux fournisseurs de l'Europe. Oasis en voie de désertification, pathologies, pollution marine : ses impacts environnementaux, sanitaires et sociaux y sont également désastreux. Le phosphate, meilleur ami des agriculteurs, vraiment ? Reportage.

Pour profiter de ce reportage en grand format, c'est ici.

Sur les plages du Finistère, les algues vertes prolifèrent de nouveau depuis fin mai. A presque 3000 kilomètres de là, sur le littoral tunisien, les habitants de la ville de Gabès sont confrontés à une grave pollution de l'eau, de l'air et de leurs terres, et redoutent la disparition de leur oasis côtière. Le point commun entre ces maux ? Les phosphates.

En Europe, les phosphates sont abondamment utilisés dans l'agriculture comme engrais, en tant que source de phosphore, mais aussi d'azote, de calcium et d'aluminium. Initialement apporté aux cultures sous forme organique (fumiers ou compost par exemple), le phosphore est de plus en plus épandu sur les terres agricoles européennes sous forme chimique [1].



L'ACTUALITÉ VUE PAR LES MÉDIAS LIBRES

Basta! in English

Basta! en español

Basta! in italiano

+ LES PLUS LUS

RESPIRATION CONTRE BÉTON

A Nancy, jardin partagé et éducation populaire s'opposent à la convoitise des promoteurs immobiliers

SOLIDARITÉS

Des étudiants d'universités et de grandes écoles aident les migrants à passer leurs diplômes en France

ÉCOLE EN SOUFFRANCE

Quand l'Éducation Nationale étouffe les vocations : témoignage d'une enseignante effondrée

+ LES PLUS RÉCENTS

Basta ! vous souhaite un bel été et le plein d'utopies pour la rentrée

INFORMATION INDÉPENDANTE

« m Miaou ! » : un quizz pour savoir quel média libre est fait pour vous

RESPIRATION CONTRE BÉTON

A Nancy, jardin partagé et éducation populaire s'opposent à la convoitise des promoteurs immobiliers

ALTERNATIVE

Grâce au recyclage, une association permet aux familles populaires d'acquiescer un ordinateur pour 50 euros

RENCONTRE INTERNATIONALE

Décroissance : « Partout se pose la question des limites et du sens de nos activités »

EN BREF

22/07/2016 AMBIANCE ESTIVALE

Etat d'urgence prolongé jusqu'en 2017, loi Travail adoptée sans vote

Le 21 juillet, l'Assemblée nationale a voté la prolongation de six mois de (...)

12/07/2016 CONCENTRATION

La carte mondiale des accaparements de terres : plus de 30 millions d'hectares concernés

Le mouvement d'accaparement de terres se poursuit et s'aggrave. C'est le (...)

11/07/2016 GRAND PROJET

Forte mobilisation à Notre-Dame-des-Landes malgré la consultation locale

► MON ESPACE LECTEUR

SOUTENIR
UNE INFORMATION
INDÉPENDANTE

► FAIRE UN DON

NEWSLETTER

ENQUÊTES

REPORTAGES

ENTRETIENS

VIDÉOS

GRANDS-FORMATS

DERNIERS ARTICLES

OBSERVATOIRE DES
MULTINATIONALES
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

LA CARTE
DES ALTERNATIVES

DOSSIERS



MODÈLE DE
DÉVELOPPEMENT
Des grands
projets... inutiles ?

STRESS, PÉNIBILITÉS...
Transformer le
travail

► TOUS LES DOSSIERS

Multinationales Fractures
sociales Logement
Travailler autrement
Economie partagée
et gratuité Amériques
Conditions de travail

TOUTES LES THÉMATIQUES

basta!
DANS LES MÉDIAS

ACTUALITÉ
DES MOUVEMENTS
SOCIAUX

CADTM
Les peuples et la
planète avant le
profit

HUMAN RIGHTS WATCH
Soudan du Sud :
Meurtres, viols et
pillages à Juba

CENTRE INTERNATIONAL DE
CULTURE POPULAIRE
Association France
Palestine Solidarité
: Le mensonge (...)

ZAD/NOTRE-DAME-DES-
LANDES
Mobilisation contre
l'aéroport de NDDL



Si les conséquences de la sur-utilisation d'engrais phosphatés sont déjà visibles en France et en Europe [2], qu'en est-il en amont de la filière ? *Basta !* a remonté la piste jusqu'en Tunisie où la production et la transformation du phosphate constituent l'un des principaux revenus du pays, avec le tourisme. La Tunisie était rangée au cinquième rang des producteurs mondiaux jusqu'en 2010 (4 % du PIB du pays, 10 % des exportations) [3]. Elle a été, pendant une décennie, l'un des trois principaux fournisseurs d'engrais chimiques de l'Europe, avec le Maroc et la Russie [4]. Confrontée aujourd'hui à des troubles sociaux, l'industrie du phosphate tunisienne est en perte de vitesse. Les contestations qui la paralysent ne sont pas sans lien avec les conséquences environnementales et sanitaires de la production et du traitement du phosphate. Et de décennies d'inconséquences.

Mais où est passée l'eau de l'oasis ?

Pour mieux comprendre l'impact du phosphate sur l'environnement, il faut se rendre à Gabès, à 450 kilomètres au sud de Tunis. Autour de cette ville grise qui borde la Méditerranée, on trouve une ceinture verte de palmiers, d'arbres fruitiers et de maraîchage. Un oasis maritime de 170 hectares où se rencontrent les eaux salées et les eaux douces. Pourtant, en ce mois de mars, seul de petites rigoles coulent ici ou là, dans le fond de la vallée. Une situation exceptionnelle ? Pas vraiment. « *Les sources naturelles d'eau ont tari depuis des années* », explique Mabrouk Jabri, un instituteur à la retraite. « *Maintenant, on n'a accès à l'eau qu'avec des forages* », ajoute Abdekhader Béji, un ouvrier agricole.



—

Mais où est passée l'eau qui faisait autrefois de cet oasis un petit paradis sur terre ? Tous les témoignages pointent le Groupe chimique tunisien (GCT). En 1970, cette entreprise d'État s'est installée sur les rives du golfe de Gabès. Elle transforme chaque année environ quatre millions de tonnes de phosphate en engrais et en détergent, dont 90 % sont ensuite exportés par bateau vers l'Europe ou le reste du monde. Une petite partie, l'engrais ammonitrate, serait consommée localement. Pour transformer le phosphate, l'usine utilise de l'eau, beaucoup d'eau. 7 à 8 mètres cubes sont nécessaires pour produire une tonne d'acide phosphorique. Soit la contenance de plus de 50 baignoires standard. « *Depuis l'installation du GCT, il y a une diminution remarquable de l'eau dans l'oasis* », avance Skandar Rejeb, un professeur d'université et membre de l'Association de sauvegarde de l'oasis de Chenini (Asoc).

Photos d'archives du Groupe chimique tunisien :



défavorable

Ils sont près de 25 000 personnes à avoir fait le déplacement ces 9 et 10 (...)

08/07/2016 CYNISME

Ventes d'armes au Moyen Orient : les profiteurs de guerre sont Européens

Près de 8 milliards d'euros, c'est le montant des exportations d'armes de (...)

07/07/2016 ARTICLE 49-3

Une nouvelle version de la loi travail passe encore en force à l'Assemblée

Faute de majorité, le gouvernement a de nouveau utilisé l'article 49-3 de la (...)

06/07/2016 COMMERCE

Le traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada sera mis en œuvre sans aucune évaluation

Le 5 juillet, la Commission et le Conseil européen se sont prononcés sur le (...)

DANS LA MÊME RUBRIQUE

ÉTATS-UNIS

L'industrie du gaz de schiste accusée de venir « mettre ses déchets chez les Noirs et les pauvres »

SURVEILLANCE

Bruxelles et industriels rêvent de « frontières intelligentes » capables de contrôler automatiquement les individus

DESTITUTION

« Le système politique brésilien est en train de s'écrouler »

DU MÊME AUTEUR

BIEN COMMUN

Boire l'eau du robinet, risque d'exposition à des pollutions ou acte écologique ?

FEMMES DEBOUT

Au Mexique aussi, les femmes victimes de violences sexistes relèvent la tête

TRAVAIL CONTRE AUSTÉRITÉ

Sauver des vies en temps de crise : le difficile quotidien des infirmiers

DU MÊME AUTEUR

CONCENTRATION

La carte mondiale des accaparements de terres : plus de 30 millions d'hectares concernés

GRAND PROJET

Forte mobilisation à Notre-Dame-des-Landes malgré la consultation locale défavorable

PROJET INUTILE ?

Le Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes invente le concept de la double autoroute

DU MÊME AUTEUR

DJERBA

Spéculation sur les déchets : la face cachée du tourisme de masse

et son monde

► TOUS LES COMMUNIQUÉS



À VOIR AILLEURS

Speedoc

Fort Mac et la Bête



Photos

Balade dans Nantes "dévastée"



ITINÉRAIRE CONSEILLÉ

MÉDIAS INDÉPENDANTS

Democracy Now !

Alternatives

économiques

Kaizen

Transrural initiatives

Lutopik

DES BLOGS ET SITES

Dormira jamais

Contretemps | Revue

critique

Framablog

Rezo.net

Observatoire des

inégalités

► TOUS LES SITES

AGENDA

DÉMOSPHÈRE

L'agenda des mouvements sociaux



Photo du GCT, mars 2015 :



L'agriculture dans l'oasis a été bouleversée. Il est de plus en plus difficile de cultiver ses parcelles, particulièrement en été, où les paysans doivent attendre deux mois et demi pour irriguer leurs cultures. « *Autrefois, c'était entre 10 et 15 jours* », se rappelle l'instituteur Mabrouk Jabri. Puisque l'eau douce se tarit, l'eau salée devient plus présente et détériore les cultures. La biodiversité s'amenuise. « *Des espèces d'arbres qu'on voyait dans chaque parcelle disparaissent progressivement, comme les pommiers, les pêchers et les abricotiers* », raconte Abdekhader Béji. Face aux difficultés, les jeunes se détournent progressivement de l'agriculture. « *L'oasis était un lieu de vie où chaque famille cultivait son lopin de terre. Aujourd'hui, c'est tout un savoir-faire qui est en train de disparaître.* » L'oasis ne représenterait plus que 170 hectares. Il en comptait 750 en 1970. Un paradoxe, alors que les phosphates servent à augmenter les rendements agricoles, de l'autre côté de la Méditerranée !

Photos d'archives de l'oasis :



PATRIMOINE PUBLIC

Comment sauver une oasis menacée par la pollution et la sécheresse : en la gérant à la manière d'un bien commun

FORUM SOCIAL MONDIAL

La société civile de plus de 120 pays se mobilise à Tunis pour la démocratie



REVUE DE PRESSE

LE MONDE

Comment le cimentier Lafarge a travaillé avec l'Etat islamique en Syrie

LMSI

Black Verdun

REPORTERRE

« La doctrine de maintien de l'ordre a changé. L'objectif est maintenant de frapper les corps (...) »

TÉLÉRAMA

BFMTV endigue l'esprit anti-police, France 2 prône la réduction des allocations (...) »

LE MONDE

La France promeut l'arbitrage privé du Tafta au sein même de l'Europe

rezo.net
LE PORTAIL DES COPAINS

► VOIR TOUS LES ARTICLES

VIDÉOS



ARTISANAT

« Un métier n'est pas là pour vous emprisonner mais pour vous rendre libre »

► VOIR LA VIDÉO



DOCUMENTAIRE PARTICIPATIF

Opération climat : saisir le bonheur de peur qu'il ne s'en aille

► VOIR LA VIDÉO

► VOIR TOUTES LES VIDÉOS



Photo de l'oasis aujourd'hui :



« La mer est malade »

L'agriculture de la région n'est pas la seule à être affectée par le Groupe chimique tunisien. En bord de mer, les chalutiers sont amarrés. Seuls de petits bateaux lèvent l'ancre. L'activité du port tourne au ralenti. *« Avant l'implantation de l'usine, le golfe de Gabès était un paradis pour les pêcheurs, car c'est un lieu où les poissons se reproduisent, la pépinière de la Méditerranée, expliquent Abdelmajd Ghoul et Fathi Fetoui, deux armateurs. Aujourd'hui, 90 % des poissons ont disparu. La mer est malade. »* Là aussi, le GCT est pointé du doigt : tous les jours, le groupe industriel rejette dans la mer environ 13 000 tonnes de boues chargées en phosphogypse, un des déchets de la transformation du phosphate. *« Le fond de la mer est tapissé par ces boues, indiquent les pêcheurs. A cause du manque d'oxygène, les fonds marins se sont désertifiés. Les poissons manquent de nourriture. Et quand le soleil tape sur l'eau, une réaction chimique s'opère entre les boues et l'eau. »*



Un désastre environnemental qui débute au pied de l'usine, où des boues noires affluent à longueur de journée et se jettent dans la Méditerranée. Pour les pêcheurs, les conséquences sont désastreuses. Un des deux armateurs employait 15 marins. Ils ne sont plus que sept. Pour trouver du poisson, ils doivent aller plus loin, vers le Nord et la ville de Sfax. Mais cela demande plus de carburant, donc les coûts augmentent. Faute de travail, de moins en moins de pêcheurs ont accès à la sécurité sociale. Certains ont vendu leur matériel ; d'autres continuent leur activité et réparent régulièrement leurs filets pris dans la colle jaunâtre qui tapisse les fonds marins. A cela s'ajoute un problème de surpêche de gros chalutiers et un manque de contrôle des autorités.





Plus de maladies qu’ailleurs ?

En plus des pêcheurs, Gabès a vu ses plages désertées et les touristes disparaître. Les fumées de l'usine et l'odeur de soufre qui rend parfois l'air de la ville irrespirable ont eu raison de son attrait touristique. La dégradation de la qualité de l'air inquiète la population. Les rejets atmosphériques du GCT sont accusés de provoquer des cancers et des cas de fluorose. Cette maladie, Moekles, un jeune informaticien, en est atteint. *« J'ai des douleurs aux os, et je peux facilement me casser quelque chose »,* explique-t-il. *Je dois faire attention à chacun de mes mouvements.* » Le médecin qui le suit n'a pas fait le lien avec les rejets de l'usine de fluor adossée au GCT. Mais les symptômes de Moekles ne sont pas rares.



Foued Kraiem, le président de l'Association tunisienne de l'environnement et de la nature, suit de près les conséquences de l'industrie du phosphate. Pour lui, la région de Gabès recense une forte densité de maladies, dont des cancers. *« Dans certaines familles, plusieurs membres sont malades »,* atteste-t-il, évoquant également des pathologies pulmonaires comme les allergies ou l'asthme. Les malades sont obligés de se rendre à Sfax, à 2h30 de route, pour être soignés, car Gabès n'a pas les infrastructures hospitalières nécessaires. *« Nous demandons qu'il y ait une vraie étude épidémiologique, sur 3000 familles »,* réclame Foued Kraiem. Une étude qui permettrait enfin d'établir les

éventuelles responsabilités de l'usine de transformation du phosphates. Et de contrebalancer l'extraordinaire poids économique qu'elle représente à l'échelle de la région, et de la Tunisie !

« Le maximum de bénéfices avec le moins de dépenses possibles »

Dans la région de Gabès, l'usine emploie officiellement près de 4000 personnes. En 2010, le GCT générerait 2,1 milliards d'euros de chiffres d'affaires. Des résultats qui sont tombés aux alentours de 700 millions d'euros, en 2012 et en 2013, à cause des grèves (voir ci-dessous) [5]. Malgré cette diminution, l'usine représente une manne financière extraordinaire pour la Tunisie, un véritable poumon économique... aux conséquences désastreuses sur le long terme.

« Quand l'usine de phosphate a été créée, nos parents ont applaudi : il y aura du travail », se souvient Mabrouk Jabri, l'instituteur de Chenini. Quarante ans plus tard, le bilan est catastrophique. Non seulement le GCT n'a pas investi dans le développement social de la région, mais il a détruit son environnement. *« L'usine souhaite réaliser le maximum de bénéfices avec le moins de dépenses possibles »,* regrette Mabrouk Jabri. *La région est touchée par la pauvreté culturelle et les problèmes de santé. Le GCT pourrait au moins résoudre ces problèmes grâce aux millions qu'elle gagne par jour.* »

Depuis la révolution tunisienne, la liberté d'expression acquise est utilisée pour critiquer l'usine, autrefois intouchable. Les associations foisonnent, les mobilisations aussi. En 2011, les pêcheurs de Gabès ont bloqué le terminal commercial du GCT pendant une douzaine de jours, afin de faire pression pour que les rejets en mer cessent. Les jeunes de Gabès ont profité du Forum social mondial à Tunis, en mars 2015, pour alerter l'opinion publique sur la pollution environnementale. Les associations et les représentants de la société civile participent désormais à des négociations avec l'entreprise. *« Avant la Révolution, il était impossible de discuter avec la compagnie »,* se souvient Mabrouk Jabri.





Entre déni et greenwashing

Le groupe chimique tunisien ouvre désormais ses portes aux journalistes. Il a même recruté un directeur en charge de l'environnement, Noureddine Trabelsi. Dans la salle de réunion sont exposés les différents produits fabriqués sur le site : acide phosphorique, engrais phosphatés, adjuvant d'aliment de bétail... « *Nous sommes conscients des problématiques environnementales, que ce soit la pollution atmosphérique ou les rejets en mer*, plaide t-il. *Mais on injecte 7 millions de dinars dans l'économie de la région. Nous sommes la locomotive de Gabès !* » Face aux critiques, le groupe communique sur les « *mesures à niveau environnementales* » du site de production. Noureddine Trabelsi égrène les millions de dinars investis dans de nouvelles technologies pour réduire, d'ici fin 2015, les émissions d'ammoniac et d'oxyde d'azote. Le groupe espère même « *éliminer l'odeur de sulfure* », ce gaz malodorant qui envahit les rues de Gabès par intermittence. Les émissions seront donc toujours présentes, mais bien moins perceptibles, promet-on...



Si le groupe reconnaît le rejet de phosphogypse en mer – une tonne d'acide phosphorique produite pour cinq tonnes de phosphogypse ! – il dément son rôle dans la dégradation de la faune marine. Mais il admet que la pollution au phosphogypse peut avoir un effet sur la pêche, « *l'amenuiser* », tout en clamant que « *les vrais responsables sont les grands bateaux qui drainent tout* ». La responsabilité de la France est aussi pointée du doigt. « *La première usine en 1972 a été créée par le SPIE Batignolles (groupe français de BTP, ndlr) qui a programmé ces rejets*, rappelle Noureddine Trabelsi. *A l'époque, la France rejetait le phosphogypse dans la Seine, avant que ce ne soit interdit à la fin des années 80. On ne savait pas qu'il y avait de la pollution derrière...* ». Mais cette ignorance ne suffit plus à tempérer la colère des riverains.



Déplacer la pollution

Au fond de la salle, une immense carte du littoral dévoile les ambitions du groupe. « *On va faire six pipelines enterrés sur 23 kilomètres pour transporter les boues de phosphogypse* », détaille Noureddine Trabelsi. Soutenu par l'Union européenne, le projet visait initialement à stocker les boues à Ouedref, un village situé à une vingtaine de kilomètres de Gabès. « *On a proposé un stockage avec une géomembrane, mais la population a refusé...* On vient de proposer deux autres sites à la société civile. » Aux craintes de contamination des nappes phréatiques s'ajoutent celles relatives à la radioactivité des boues. « *Avec la Révolution, c'est devenu difficile. Les habitants ne veulent plus de décharges chez eux. Et en même temps, tout le monde veut être recruté par notre groupe.* »



Le GCT rejette par ailleurs toute responsabilité dans l'épuisement des nappes. « Notre groupe, c'est 6 % de la consommation d'eau à Gabès. Or, le manque d'eau est dû à l'agriculture qui en consomme 80 % », se défend le responsable environnement de l'entreprise, sans être en mesure de nous transmettre la moindre étude à ce sujet. Une chose est sûre : la consommation d'eau du groupe s'est réduite ces dernières années suite à la division par deux de la production [6]. « On rencontre des difficultés dans l'approvisionnement en phosphates. Il y a des problèmes sociaux dans le bassin minier de Gafsa, là où sont extraits les phosphates. On espère que la situation va se débloquer... »

Dans les mines : « Les oubliés du phosphate »

Les rails qui longent le complexe industriel de Gabès mènent au bassin minier de Gafsa, un parcours de 150 kilomètres vers l'Ouest de la Tunisie. C'est là que les phosphates sont extraits du sous-sol avant d'être envoyés à Gabès pour y être transformés. Là aussi, c'est une entreprise liée aux phosphates, la CPG [7], qui reste le principal employeur de la région. L'entreprise est l'un des plus gros producteurs de phosphates dans le monde (8 millions de tonnes en 2010). Mais a quasiment cessé d'embaucher [8].

« Avec les modernisations des techniques d'extraction, la CPG a besoin de moins en moins besoin d'ouvriers, indique Taoufik Ain, de l'Association du bassin minier pour l'investissement et développement, à Moularès. Il y en avait 15 000 en 1980, on est à 5 000 aujourd'hui. » « En 2014, les pertes, aggravées par la baisse des cours du phosphate – entamée en 2012 et qui pourrait durer jusqu'en 2025 selon la Banque mondiale –, ont atteint 20 millions de dinars (8,8 millions d'euros) en 2014 », précise le journal *Jeune Afrique*.

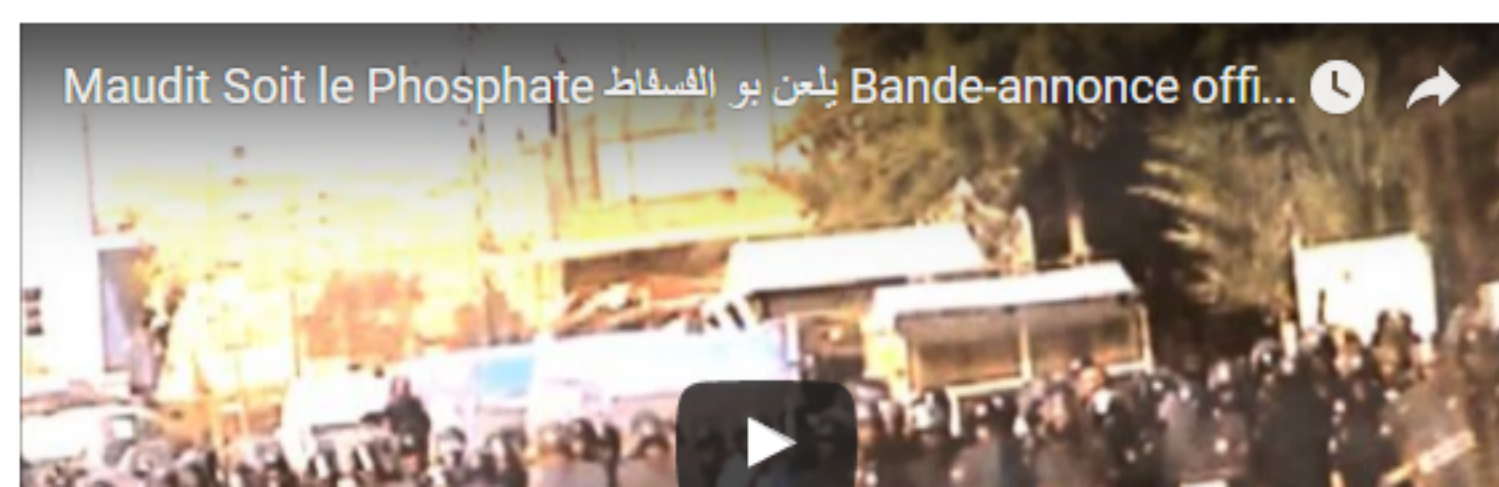


Dynamite, poussières, cancers

Dans cette région du Sud-Ouest, le chômage atteint 29 %. A la désespérance sociale se mêlent les problèmes sanitaires. « Les poussières provoquent des maladies respiratoires, des cancers. Il y a aussi des problèmes de dents à cause du fluor présent dans l'eau. Les os peuvent se casser. » L'absence d'hôpital à Gafsa contraint les habitants à se rendre à Tunis ou Sousse. Dans cette zone aussi, les habitants constatent l'épuisement de l'eau souterraine. « Il n'y a pas d'agriculture possible avec ces ressources en eau qui diminuent. »



« Le problème, ce n'est pas le phosphate, mais la façon dont on le traite », précise Zaybi Abdessalem, de l'association Mlal environnement. « Pour l'extraire, on utilise de la dynamite. Les secousses sont entendues tous les jours, à midi. Elles ébranlent les maisons, causent des fissures chez ceux qui sont à un ou deux kilomètres. Plus on met d'explosif pour extraire davantage de phosphate, plus les poussières se dispersent sur le territoire. » Pour éviter que les poussières ne se répandent dans l'environnement, le phosphate doit normalement être humidifié lors du transport. « Comme ils veulent gagner du temps et de l'argent, ils ne le font pas. Au Maroc, ils respectent les normes alors qu'ils extraient deux fois plus de phosphate. Ici, ils veulent en vendre plus et ils se fichent de notre santé ! » Depuis quatre ans, la vie des « oubliés du phosphate » bat au rythme des revendications sociales, des grèves et des mouvements protestataires (voir la bande annonce de *Maudit soit le phosphate*, un documentaire sur les grèves et leur répression).





<http://primed.tv/maudit-soit-le-phosphate/>

De Gabès à Gafsa : « pollueur payeur »

Une telle industrie, même en s'adaptant, peut-elle être plus respectueuse de l'environnement ? C'est le point de vue des responsables des associations du bassin minier de Gafsa. « *L'eau qui sert à laver le phosphate pourrait être réutilisée au moins deux fois pour le lavage des nouvelles roches* », illustre l'un d'eux. Ce qu'ils espèrent surtout, c'est une redistribution d'une partie de l'argent du phosphate pour soutenir le développement de la région, en termes de soins de santé ou d'éducation. « *Nous avons le droit de vivre dans un bassin minier propre. Il faut respecter la loi et sinon, on doit retirer la licence de l'entreprise !* »

A Gabès, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), centrale syndicale, réclame l'application du principe « pollueur payeur ». « *Il n'y a pas d'équilibre entre un secteur qui produit beaucoup d'argent, mais aussi beaucoup de dégâts. Rien n'a été fait depuis les années 1970. Nos services sanitaires ne sont pas à la hauteur. Les habitants sont obligés d'aller à Sfax ou Sousse pour se faire soigner. Malgré les législations tunisiennes, aucune étude d'impact n'est réalisée.* » Le syndicat demande lui aussi un soutien au développement économique et social de la région.

Changer de modèle de développement

Autour du complexe chimique, les citoyens n'attendent plus que l'entreprise agisse. Ils multiplient les projets pour sauvegarder l'oasis de Gabès, construisant des retenues d'eau, soutenant l'installation de paysans, développant un tourisme solidaire et la commercialisation de produits locaux ([voir notre reportage](#)). Ensemble, ils démontrent qu'un autre développement de la région est toujours possible. Mais réussiront-ils si l'eau ne revient pas ?



—

A l'autre bout de la filière, en France et en Europe, les engrais phosphatés contribuent à une dégradation générale de la situation environnementale. Combien de temps faudra-t-il pour réguler un système destructeur pour l'environnement et la santé, dans lequel les habitants et les agriculteurs sont pris au piège ? Au-delà de la seule limitation des phosphates dans les lessives et détergents pour lave-vaisselles à usage domestique...

Texte : [Simon Gouin](#) et [Sophie Chapelle](#)

Images (photos et vidéos) : [Nathalie Crubézy](#) / [Collectif à vif\(s\)](#)

Sauf :

- Photo de Une (algues vertes) : CC Cristina Barroca
- Photo Algues vertes : CC [TheSupermat](#)

- Le reportage photo est tiré du projet en cours "[Time for change : pour une production et une consommation soutenables des matières premières](#)" porté par l'[Aitec](#), en partenariat avec [Attac](#), Bastamag et le collectif à-vif(s)

Notes

- [1] [Voir les statistiques sur la consommation d'engrais en Europe](#)
- [2] La concentration excessive de phosphates dans l'eau entraîne une eutrophisation des rivières à débit lent des lacs, des réservoirs et des zones côtières, qui se manifeste par une prolifération d'algues bleu-verte, une moindre infiltration de la lumière, la raréfaction de l'oxygène dans les eaux de surface, la disparition des invertébrés benthiques et la production de toxines nuisibles aux poissons, au bétail et aux humains. [Source](#)
- [3] La Chine, le Maroc et les États-Unis assurent à eux-seuls plus des deux tiers de la production mondiale de phosphates, voir U.S. Geological Survey, Mineral Commodity Summaries, Janvier 2015 [Source](#)
- [4] *The World Phosphate Market, What Risk for the European Union*, Inra, Juin 2014 ([voir ici](#)).
- [5] Source : [Tunisie : le secteur clé des phosphates](#).
- [6] « *La quantité de phosphates produite a pu atteindre 3,9 millions de tonnes de phosphates maximum par an à Gabès, illustre Nouredine Trabelsi. Aujourd'hui on est à deux millions de tonnes.* »
- [7] La CPG, compagnie des phosphates de Gafsa, est une entreprise publique qui a fusionné en 1994 avec l'un des principaux groupes industriels en Tunisie, le Groupe Chimique Tunisien (également public).
- [8] Un plan stratégique de réforme intitulé « Plan de réhabilitation de la CPG » fut mis en place par le gouvernement tunisien à partir de 1985. Financé par des prêts, de la Banque mondiale puis de la Banque africaine de développement, ce plan prévoyait notamment la

mécanisation de la production, la réduction des charges et des coûts d'exploitation et la réduction des effectifs. Voir les rapports disponibles sur le site de la [Banque africaine de développement](#)

...

RÉAGIR À CET ARTICLE



VOIR LES COMMENTAIRES (8)

Cet article vous a intéressé ? Basta ! a besoin de ses lecteurs pour poursuivre son travail, faites un don.

TAGS [Accès à l'eau](#) [Agriculture](#) [Biodiversité](#) [Epuisement des ressources](#) [Pollutions](#)

NOS DOSSIERS



ALIMENTATION

QUELLE AGRICULTURE POUR DEMAIN ?

CONCENTRATION

La carte mondiale des accaparements de terres : plus de 30 millions d'hectares concernés

BIEN COMMUN

Boire l'eau du robinet, risque d'exposition à des pollutions ou acte écologique ?

VOS COMMENTAIRES

1 LE 22 JUILLET 2015 À 10:47 PAR SUEOLIA

Très beau reportage, bravo ! Les fenêtres s'ouvrent sur ce pays depuis la révolution... c'est beau à voir.

Un élément de contexte supplémentaire : la quantité de phosphate minéral sur terre est assez limitée, et au rythme actuel les réserves en ont encore pour une centaine d'années au plus et près de 90% se trouve au Maroc (au doigt mouillé : ces données stratégiquessont très difficiles à trouver, en soi un bon sujet d'article !). On parle d'ailleurs de "pic phosphate" comme on parle de pic pétrolier... à la nuance importante près que si on peut vivre sans pétrole, le phosphore est un élément absolument indispensable à la vie sur terre (la base de la molécule d'ATP, qui est le grand transporteur d'énergie dans le corps humain par exemple)... Il est donc urgentissime d'arrêter de le balancer à la mer et de le recycler mieux dans notre chaîne alimentaire !

RÉPONDRE À CE MESSAGE

2 LE 22 JUILLET 2015 À 11:05 PAR POLYM

Le directeur de l'environnement de la GCT s'appelle Nouredine Trabelsi ? Est-ce qu'il y a un rapport avec le clan Trabelsi, la femme de Ben Ali ?

RÉPONDRE À CE MESSAGE

^ LE 23 JUILLET 2015 À 10:31 PAR SIMON GOUIN

Bonjour,
On nous a expliqué que ce nom est commun en Tunisie et M.Nouredine Trabelsi n'a a priori pas de lien avec la femme de Ben Ali.
Bien à vous,
SG

RÉPONDRE À CE MESSAGE

3 LE 25 JUILLET 2015 À 07:41 PAR CITOYEN_DU_MONDE

Tres beau article.

Il faut preciser que :

Le GCT emploi moins de 3000 (et pas 4000 emploi comme cité dans l'article).

En 1975 lors de l'installation des usines du GCT plusieurs habitants ont refusé ce projet mais leur voix était étouffée par la propagande médiatique du régime politique de l'époque.

Les présumés projets environnementaux du GCT n'ont pas avancés depuis plus que 5 ans ! Ce sont des projets pour la consommation médiatique locale et internationale

Le GCT vient de creuser deux nouveaux forage d'extraction d'eau ! La société civile locale n'a pu que suspendre le projet pendant deux mois

Le GCT refuse d'utiliser l'eau de mer pour la production !

RÉPONDRE À CE MESSAGE

4 LE 25 JUILLET 2015 À 13:32 PAR VINC

Excellent reportage en effet qui révèle les injustices et les désastres engendrés par le modèle agricole productiviste mondialisé.

Les pollutions liés aux phosphates en aval et en amont de la filière agricole ne sont néanmoins pas une fatalité. Le pic de production tant redouté n'est pas nécessairement synonyme de chute des rendements agricoles.

De nombreux exemples basés sur les principes de conservation des sols montrent qu'il est possible de se passer partiellement des apports de phosphates. Que la préservation des micro-organismes symbiotiques et le recyclage de la matière

organique peuvent se substituer aux apports systématiques sans impacts réels sur les rendements.
Produire autant avec moins, c'est possible. Mais cherche t'on à assurer la résilience et la durabilité ou à favoriser le développement effréné du commerce ?

RÉPONDRE À CE MESSAGE

5 LE 25 JUILLET 2015 À 16:28 PAR MP.N

Bonjour, et bravo. Permettez moi d'ajouter : Il est connu de longue date (mais souvent occulté) que les gisements de phosphate sédimentaires sont radioactifs et bourrés de cadmium. Ce serait même une des raisons de la grande nocivité du tabac (non bio) avec les goudrons dus à la combustion du papier à cigarette.

_A l'autre bout de la chaine, ces phosphates qui tuent sur place, par exemple en contaminant les puits de Jordanie, dont l'eau passe pour cancérigène ; ou par les guerres dans le désert pour le contrôle des gisements, lucratifs, ces mêmes phosphates non seulement polluent encore, mais tiennent à bout de bras, artificiellement, l'agriculture industrielle, qui épuise les plantes, les sols et l'eau. En effet les engrais solubles de ce type assoiffent les végétaux qui doivent trouver de l'eau pure (sans engrais) pour en casser les molécules avec les photons du soleil et en tirer de l'énergie.

Les rendements sont là - mais pour combien de temps ?- du fait que tout l'ADN du monde contient du phosphore. Ça booste la germination ou la floraison (le marc de café aussi, très riche en phosphate d'ailleurs, bien qu'il fasse des croutes parfois difficiles à gérer, et pose d'autres problèmes nutritionnels)

Toutefois un sol vivant, c'est à dire habité de vie microbienne, procure cet élément par les symbioses mycellium invisible de champignons/racines, et ce depuis des millénaires, bien qu'on l'aie découvert il n'y pas si longtemps.

merci d'avoir lu mpn (<http://www.actes-sud.fr/catalogue/ecologie-developpement-durable/la-cite-des-plantes>)

RÉPONDRE À CE MESSAGE

6 LE 1ER AOÛT 2015 À 22:11 PAR REUNIG KOZH

Salut

Je crois que les algues vertes du Finistère sont dues essentiellement aux nitrates. Plusieurs études de l'Ifremer ont montré que les excès de nitrates étaient la seule cause de la prolifération des algues vertes sur les cotes bretonnes

Voir cette étude

http://envl.itifremer.fr/content/download/27419/222408/version/2/file/marees_vertes_0306.pdf

RÉPONDRE À CE MESSAGE

7 LE 22 SEPTEMBRE 2015 À 22:53 PAR JACQUES ROUCHÉ

L'alerte à la pollution est nécessaire et salutaire !

Pour le reste j'ai quelques différents.

« En France et en Europe, le recours intensif aux phosphates dans l'agriculture provoque un appauvrissement des sols, pollue les rivières et génère la prolifération des algues vertes. »

Il semblerait que dans le bassin Rhône-Méditerranée ce ne soit pas le cas :

http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/docs/dce/sdage/docs-officiels/cartes-thematiques/ESU5_Eutrophisation_excessive/SDAGE_eutro_nitrate_VF.pdf

http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/docs/dce/sdage/docs-officiels/cartes-thematiques/ESU5_Eutrophisation_excessive/SDAGE_eutro_phosphore_VF.pdf

La concentration excessive du phosphate dans les rivières, n'entraîne pas grand-chose en l'absence d'azote.

Sur la photo bretonne au-dessus, quelles sont les parts respectives de l'azote et du phosphore dans la prolifération des algues ?

Il n'y a pas d'azote dans le minerai tunisien.

<http://www.gct.com.tn/francais/fertil.htm>

La disparition des sources naturelles vient-elle directement du phosphate ? ou plus directement à cause des prélèvements d'eau irraisonnés par l'industrie de la chimie des phosphates ?

Trois réelles catastrophes dues au phosphate :

— La pollution aquatique : le rejet inconsidéré de phosphogypse ! 13 000 tonnes quotidiennes.

— Le projet imbécile de rejeter les boues à 27 km au large pour mieux tuer la Méditerranée et l'activité de la pêche d'une façon plus durable.

— La pollution aérienne de la transformation avec une recrudescence de maladies symptomatiques.

— La pollution aérienne de l'exploitation et du transport.

Par contre :

« A l'autre bout de la filière, en France et en Europe, les engrais phosphatés contribuent à une dégradation générale de la situation environnementale. »

En quoi les demandes Française et Européenne sont-elles en cause dans la gestion inconséquente des autorités tunisiennes ?

« Au Maroc, ils respectent les normes alors qu'ils extraient deux fois plus de phosphate. »

La France et l'Europe y sont-elles pour quelque chose ?

Soutenir la population tunisienne dans sa lutte contre la pollution : Certainement et avec vigueur !

Condamner une industrie, par principes et pour des arguments douteux :

RÉPONDRE À CE MESSAGE

À LIRE AVANT DE COMMENTER

Forum

Pour participer à ce forum, vous devez vous enregistrer au préalable. Merci

Pour participer à un forum, vous devez vous inscrire et vous devez indiquer ci-dessous l'identifiant personnel qui vous a été fourni. Si vous n'êtes pas enregistré, vous devez vous inscrire.

[CONNEXION](#)[S'INSCRIRE](#)[MOT DE PASSE OUBLIÉ ?](#)

Suivre les commentaires : [RSS](#) | [ATOM](#)

LES PLUS LUS

RESPIRATION CONTRE BÉTON

A Nancy, jardin partagé et éducation populaire s'opposent à la convoitise des promoteurs immobiliers

SOLIDARITÉS

Des étudiants d'universités et de grandes écoles aident les migrants à passer leurs diplômes en France

ÉCOLE EN SOUFFRANCE

Quand l'Éducation Nationale étouffe les vocations : témoignage d'une enseignante effondrée

LES PLUS RÉCENTS

Basta ! vous souhaite un bel été et le plein d'utopies pour la rentrée

INFORMATION INDÉPENDANTE

« mMiaou ! » : un quizz pour savoir quel média libre est fait pour vous

RESPIRATION CONTRE BÉTON

A Nancy, jardin partagé et éducation populaire s'opposent à la convoitise des promoteurs immobiliers

ALTERNATIVE

Grâce au recyclage, une association permet aux familles populaires d'acquérir un ordinateur pour 50 euros

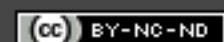
RENCONTRE INTERNATIONALE

Décroissance : « Partout se pose la question des limites et du sens de nos activités »

basta!
www.bastamag.net

DÉCRYPTER
RÉSISTER
INVENTER
DÉBATTRE
CHRONIQUES
DOSSIERS
QUI SOMMES-NOUS ?

Mentions légales
Nous contacter
Conditions générales d'utilisation
Propulsé par SPIP
Hébergé par Nursit
RSS 2.0

 CC BY-NC-ND

Sauf mention contraire,
le contenu de ce site est sous contrat Creative Commons

AVEC LE SOUTIEN DE :

 Île de France

FONDATION
POUR UNE
T E R R E
HUMAINE